

Obama, une leçon pour les gauches d'Europe

Au-delà du charisme de leur candidat, les démocrates ont engagé depuis des années la reconquête idéologique

Durant ces trente dernières années, la gauche européenne s'interrogeait : que diable faisaient les progressistes américains ? Où étaient-ils passés ? La question avait le don de rassurer. Car tout allait beaucoup mieux sur le Vieux Continent. Un continent européen qui, lui, avait de « vraies traditions » ouvrières, socialistes, solidement ancrées, contrairement à ce pauvre Nouveau Monde qui n'avait jamais lu Marx jusqu'au bout... Et la gauche européenne de se trouver toute réconfortée de porter ici ou là ses partis au pouvoir, de voir ses organisations syndicales tolérées... Et si l'histoire était plus complexe, et un rien moins charmante que cela pour la gauche du Vieux Continent ? Et si la scène politique américaine nourrissait la réflexion des gauches d'Europe ?

Que s'est-il passé aux Etats-Unis ? Après la Grande Dépression des années 1930, l'idée que l'Etat doit jouer un rôle crucial dans le fait de construire une économie saine s'est imposée. Le compromis social-démocrate, comme l'appellent les Européens, fondé sur la doctrine économique keynésienne, justifie alors une imposition au niveau de l'Etat fédéral américain, des dépenses publiques et une fonction redistributive fortes. Ce rôle-clé de l'Etat s'impose entre autres grâce à la mise en œuvre, avec succès, du New Deal de Franklin Roosevelt entre 1933 et 1936.

Cette période dramatique marque profondément les esprits de la droite américaine. Celle-ci se lance dans la bataille des idées, et débute un travail intellectuel et militant de plusieurs décennies qui engendrera la fondation de l'American Enterprise Institute (1943) avant celles des Herita-

Isabelle Ferreras

Professeur à l'Université catholique de Louvain, senior research associate, Labor and Worklife Program, Harvard Law School

ge Foundation (1973) et Cato Institute (1977). Une pyramide de *think tanks* de droite, promouvant l'idée du « *gouvernement limité* », des libertés individuelles avant tout, de la liberté d'entreprendre sans entrave et du nationalisme américain couplé à une défense nationale « agressive ».

Ces *think tanks* régressistes travaillent au corps le personnel politique républicain et son électorat par des relais médiatiques de plus en plus solides et contribuent aux succès électoraux du parti républicain, de Ronald Reagan à George W. Bush. Si la gauche américaine entame une longue traversée du désert au début des années 1970, c'est que les efforts entamés par ses adversaires trois décennies plus tôt portent leurs fruits. La contre-offensive idéologique menée par l'alliance des néolibéraux et des néoconservateurs est alors devenue trop puissante pour être endiguée.

Le programme du candidat Barack Obama est l'héritier, en miroir, de cette histoire d'hégémonie idéologique. Il y a dix ans, quand il se présente aux électeurs de Chicago, Obama est soutenu par la frange la plus progressiste parmi les démocrates américains. Il défend un agenda opposé au *mainstream* idéologique de l'époque : sécurité sociale renforcée, investissement public dans l'éducation et la santé, représentation syndicale dans les entreprises

entre autres. Certes, aujourd'hui, parlant à toute l'Amérique, son discours s'est quelque peu arrondi. Mais les fondamentaux perdurent : une théorie de la fonction de la puissance publique restaurée dans sa capacité à jouer un rôle redistributif et industriel, à l'opposé de la doctrine de la droite américaine. Il y a huit et quatre ans, les candidats démocrates Al Gore puis John Kerry n'ont jamais osé articuler de tels principes.

Aujourd'hui, les Américains font confiance à Barack Obama pour restaurer l'économie, pas à John McCain. Serait-ce une question d'image ? Un candidat qui saurait dégaîner son sourire craquant au bon moment ? Certes cela compte. Mais le retournement de situation provient bien d'un renversement idéologique préparé par la gauche américaine depuis de longues années.

Car que faisait la gauche américaine durant ces décennies d'inquiétude pour la gauche européenne ? Elle tirait les leçons de l'offensive des idées conservatrices. Elle organisait un contexte favorable à l'articulation d'un projet démocrate enfin différent de la copie version allégée du programme républicain. Elle s'attachait progressivement à une tâche titanesque. Elle réorganisait son tissu militant asphyxié entre un parti démocrate droitisé et des taux d'affiliation syndicale en chute libre (de la création d'Association of Community Organization for Reform Now en 1970 à celle de MoveOn.org en 1998 et de Working America en 2003).

Elle poussait le Parti démocrate vers la gauche dans le contexte difficile d'un système majoritaire (création du New Party en 1992 et du Working Families Party en 1998). Enfin, elle rebâtissait un projet social-démocrate digne de ce nom en

démontrant la pertinence de ses propositions au niveau des Etats et en marquant des victoires locales spécifiques (par exemple, la coordination de la qualification professionnelle dans les bassins d'emploi du Wisconsin coordonnée par le Center on Wisconsin Strategy).

Enfin, après le traumatisme de la prise de fonctions de George W. Bush en 2000, alors que la domination des républicains semblait plus inoxydable que jamais, la

A l'équation de Bush – terrorisme-destruction de l'environnement-délocalisation de l'emploi industriel –, l'Apollo Alliance a répondu : indépendance vis-à-vis des pays producteurs de pétrole et de terrorisme-sauvegarde de l'environnement et énergies renouvelables-emplois manufacturiers et de service, non délocalisables et syndiqués.

Aujourd'hui, ce n'est pas un hasard si Dan Carol, initiateur de l'Apollo Alliance avec Joel Rogers et Robert Borosage, se trouve être le *director of content and issues* (« directeur du programme et des enjeux ») de la campagne Obama.

La force du candidat démocrate aujourd'hui vient aussi de ce long travail de préparation. Evidemment, la crise financière a accéléré ce travail de maturation. Evidemment, le charisme de Barack et Michelle Obama fait une réelle différence. Mais qui peut dire ce que serait la crédibilité – la capacité à être cru – du candidat démocrate sans ce patient travail de réflexion, de proposition et de coalition des gauches américaines ?

C'est à la gauche européenne de se poser aujourd'hui la question. Car il est à craindre qu'elle se trouve dans le même état de faiblesse idéologique et programmatique que celui dans lequel se trouvait la gauche américaine des années 1970.

Les victoires politiques se préparent sur le long terme. Rassembler ses composantes, articuler une vision cohérente, énoncer des propositions concrètes, ambitieuses et compréhensibles par tous, démontrer son sérieux et son efficacité par des succès locaux : voilà qui a contribué à la victoire attendue aujourd'hui. Et si les gauches d'Europe s'inspiraient, une fois n'est pas coutume, des Etats-Unis... ■



La force du candidat démocrate vient aussi de ce long travail de préparation. Evidemment, la crise financière a accéléré ce travail de maturation



gauche s'est attelée à formuler sa vision et à rassembler une nouvelle coalition, au-delà des lignes de partage traditionnelles : élus locaux et nationaux, mouvement syndical, mouvement environnemental, églises de toutes confessions, *green business leaders*, centres de recherche progressistes, mouvements étudiants... Conçu après les attaques du 11 septembre 2001, le projet Apollo Alliance en est l'exemple emblématique.

Que s'ouvre enfin l'ère de la deuxième francophonie !

L'entreprise de défense du français vaut mieux que l'ironie que nos élites « éclairées » lui témoignent

Au 12^e Sommet de la francophonie, soixante-huit Etats viennent de montrer leur détermination à promouvoir davantage encore la langue française dans le monde. Le cadre en était le quartier même de la ville de Québec (400^e anniversaire cette année) où les troupes françaises, en trop faible nombre, subirent une défaite, prélude au traité de Paris qui, en 1763, chassa la France des immenses territoires où sa langue et sa culture étaient présentes depuis plus de cent soixante ans et y instaura le règne de l'anglais.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, pays amis de la France, continuent de voir dans le français un obstacle à la domination mondiale de l'anglais. L'action du British Council, comme celle des entreprises américaines qui, ici ou

Claude Hagège

Professeur au Collège de France

là, font de la disparition du français au profit de l'anglais une des conditions d'accords commerciaux ou culturels avantageux, est là pour prouver que l'anglais ne s'impose pas par le seul effet naturel d'une suprématie économique, mais bien parce qu'il est secondé par une politique concertée, qui appelle donc une réponse.

L'anglais est favorisé, de surcroît, par les comportements comme ceux d'industriels et d'universitaires qui, dans des réunions en France, l'imposent lors même que rien ne le requiert. Cette attitude n'existe pas en Espagne ou au Portugal, pays qui, comme la France,

se sont bâtis dans un récent passé des empires coloniaux, mais dont les élites n'ont pas puisé dans cet épisode un masochisme de coupables, qui conduit à se déprendre de la langue française.

Des sentiments tout à fait contraires à ceux-là habitaient les enseignants français quand, entre 1880 et 1930, ils portaient d'autant plus fièrement outremer l'étendard de la langue française qu'ils y voyaient une compensation à ce qui inspirait l'essentiel de l'entreprise coloniale : la loi du profit.

Diversité culturelle

A ces maîtres de naguère, l'histoire a donné raison : paradoxalement, la langue française, après avoir servi d'arme aux combattants indépendantistes des colonies, a été retenue par les mêmes comme l'apport le plus positif de l'occupation française, celui qui facilite leur insertion dans la modernité.

Un autre paradoxe en résulte : face à l'ironie d'une partie de l'opinion « éclairée », en France, à l'égard de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), on trouve, de Rabat à Bangui en passant par Tunis, Dakar, Abidjan, Lomé, etc., un nombre croissant d'intellectuels qui militent pour elle. Des hommes comme Léopold Sédar Senghor hier ou Abdou Diouf, secrétaire général de l'OIF, aujourd'hui, qui auraient pu partager le mépris d'une partie des élites françaises à l'égard du français langue coloniale, sont ceux-là mêmes qui leur réapprennent à être fières de leur langue !

Ils rejoignent ceux qui, en Suisse romande, en Belgique wallonne et au Québec, jugent légitime le combat pour le français. Après la francophonie coloniale, c'est donc une deuxième francophonie qui est en marche, avec le projet de servir non la France elle-même, mais

la langue française et les idéaux qu'elle exprime. Un moyen existe pour qu'un jour l'opinion française tout entière soit galvanisée par cette cause. C'est d'enseigner, à partir de l'école primaire, non l'anglais, projet qui aboutira à imposer le français, mais l'étonnante et belle histoire de la francophonie, à travers ses deux étapes.

Face à la domination mondiale de l'anglais, on voit s'affirmer aussi l'hispanophonie, la lusophonie, l'arabophonie, la russophonie et, avec le projet de fondation d'instituts Confucius dans beaucoup de pays, la sinophonie.

Dans ce concert de voix puissantes, l'entreprise francophone possède trois avantages : l'avance historique, le refus d'une logique de

marchés puisque pays développés et pays en développement y coexistent en un laboratoire de relations internationales unique au monde, et la diversité, puisque le nombre des langues qui se parlent à l'échelle de nations dans les pays membres de l'OIF est supérieur à celui des autres ensembles.

Ainsi l'ouverture au multilinguisme et à la diversité culturelle de l'univers est une caractéristique forte de l'entreprise francophone. La première francophonie appartient à l'histoire. La deuxième francophonie est, qu'on le veuille ou non, une des forces du monde d'aujourd'hui. Le moment est venu de s'en convaincre assez pour en faire un des ferments du monde de demain. ■

Au courrier des lecteurs

Crise automobile

Dans *Le Monde* daté 2-3 novembre une lettre de lectrice déplorait que son fils ne puisse pas se payer de voiture. Aux beaux temps du *Monde*, on a pu y lire (vers 1964) une série d'articles intitulée « Les quatre-roues de la fortune », dans lesquels Alfred Sauvy montrait comment le lobby pétro-automobile avait réussi, pour son profit, à persuader l'opinion que chacun devait rouler en voiture. Il dénonçait l'erreur d'asseoir la prospérité de notre économie sur l'industrie automobile, alors qu'il aurait été préférable de consacrer nos ressources limitées à construire des logements et des équipements collectifs (...).

Maurice André
Bruxelles

m o b e c o
TOUTES LES GRANDES MARQUES AUX MEILLEURS PRIX

Steiner • Casanova • Coulon • Diva • Duvivier • etc...

5 500 M² D'EXPOSITION

50, av. d'Italie Paris 13^e
M° Pl. d'Italie

148, av. Malakoff Paris 16^e
M° Pte Maillot

247, rue de Belleville Paris 19^e
M° Télégraphe

01 42 08 71 00 • www.mobeco.com
Livraison gratuite sur toute la France

Dimanche Soir Politique reçoit

Benoit Hamon

Député socialiste européen

dimanche 9 novembre à 17h05

sur i>TELE et France Inter

interviewé par Jean-François Achilli (France Inter),
Michel Dumoret (i>TELE)
et Françoise FRESSOZ (Le Monde)



Le Monde

